

enceinte et je vois le ministre de l'Agriculture présenter des propositions portant, pour la plupart, sur des prêts. Leur unique résultat fut d'accroître le prix de l'argent pour les agriculteurs en cause. Il incombe au ministre responsable de fournir à la Chambre des explications sur la politique agricole et non pas de se contenter de comparer la situation de 1964 à 1968 avec ce qu'elle était à une autre époque.

Je ne vois pas d'inconvénient à ce que les ministres consacrent un temps considérable à parler des difficultés rencontrées dans la recherche d'une solution à ces problèmes. Les ministres se doivent toutefois, particulièrement en ce temps de graves difficultés pour l'agriculture, de venir ici, non pas pour arborer un air désinvolte, mais pour nous dire clairement comment ils comptent s'attaquer à ces problèmes, alors qu'ils sont déjà en place depuis cinq ans, ou depuis un an et demi dans le cas du ministre de l'Agriculture. Ils ne devraient pas prétexter qu'ils doivent entendre tous et chacun. De nombreuses instances ont été faites au long des années. Il est grand temps que le ministre de l'Agriculture nous dise quel est son programme à l'endroit des petits cultivateurs et des agriculteurs industriels.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: J'ai mentionné, monsieur l'Orateur, que les cultivateurs sont pris dans l'étau coût-prix à cause de l'inflation. Ces malheureux n'ont pas seulement à faire face à ce problème, mais, en outre, le gouvernement prend prétexte de la réduction des dépenses rendue nécessaire par la lutte contre l'inflation pour restreindre son programme. Les cultivateurs sont non seulement touchés directement par l'inflation, mais encore indirectement dans la mesure où les programmes qui le concernent sont amputés. Même si le ministre cherche à m'interrompre, je n'en démordrai pas: on réduit ces programmes. On est en train de réduire le taux de l'aide accordée au transport des grains de provende vers l'Est. Le ministre ne peut le nier. C'est ainsi notamment que l'agriculteur est non seulement placé directement dans l'étau coût-prix mais qu'il est en outre pris à la gorge à cause de ce programme d'austérité destiné à combattre l'inflation. En même temps, le ministre refuse de discuter du programme de restrictions imposé au pays. C'est lamentable. C'est inacceptable pour la Chambre et pour le pays.

La motion présentée a bien sa raison d'être. Je l'appuie sans réserve et j'espère que la Chambre l'appuiera aussi. J'espère qu'un ministre ou un porte-parole du gouvernement donnera aujourd'hui aux agriculteurs du pays

quelque encouragement, et ce non pas avec force palabres, badineries et rappels du passé. Le gouvernement devrait dire qu'il est vraiment prêt à s'attaquer aux difficultés, et il devrait informer la Chambre de son programme. Je ne saurais blâmer trop énergiquement le ministre de l'Agriculture d'avoir négligé de le faire. J'espère que l'autre ministre, lorsqu'il participera au présent débat, non seulement parlera de sa responsabilité immédiate mais essaiera aussi d'effacer une partie du tort que le ministre de l'Agriculture a fait ici aujourd'hui. Dans les circonstances, j'espère que peu de cultivateurs apprendront ce que le ministre a dit aujourd'hui. Je demande à un ministériel de proposer un programme constructif qui soit une ébauche des projets en vue, afin que les cultivateurs canadiens, malgré la difficile situation où ils se trouvent, puissent espérer un plan sensé, intéressant et agréable.

● (5.40 p.m.)

L'hon. Otto E. Lang (ministre d'État): Monsieur l'Orateur, j'ai écouté cet après-midi, comme mes collègues, une série de discours sur la motion et l'amendement dont la Chambre est saisie. J'ai été heureux d'entendre enfin le chef de l'opposition (M. Stanfield) nous demander de faire face à la réalité et d'examiner les problèmes de l'agriculture.

Je dois avouer qu'aujourd'hui il ne parlait pas comme ses troupes; son ton n'était pas celui qu'ont employé parfois trop de politiciens, dans son parti et ailleurs. Récemment, beaucoup trop de gens parlaient de la situation agricole avec un optimisme sans réserve ou en prophètes d'un désastre inévitable et total. Parler de la situation avec un optimisme irréaliste, négliger les renseignements disponibles sur une évolution évidente, mal conseiller les cultivateurs quant à leur matériel, au remembrement de leur terre et ainsi de suite, était aussi nocif et aussi regrettable que de dire aujourd'hui qu'il n'y a pas de solution et que le désastre est inévitable.

La vérité se situe entre ces deux extrêmes. La situation est effectivement grave; aux yeux de certains cultivateurs qui doivent y faire face, elle est accablante. Il importe que le gouvernement et tous ceux qui sont associés à l'industrie agricole l'envisagent de façon réaliste, orientent et encouragent les cultivateurs les plus touchés par ces difficultés. Le pessimisme dont a fait preuve le très honorable député de Prince Albert (M. Diefenbaker) n'est guère utile. Il serait inutile aussi de prétendre qu'il n'existait pas de données concrètes démentant certaines déclarations optimistes. Je rappelle aux députés les mémoires prévisionnels de 1967 et de 1968.